



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES  
COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

**Quatre-vingt-dixième session**

**Siège de l'OMS, Genève (Suisse)**

**29 juin-3 juillet 2026**

**APPUI SCIENTIFIQUE DE LA FAO ET DE L'OMS AU CODEX: RAPPORT SUR  
LES QUESTIONS BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**

(Document établi par la FAO et l'OMS)

**PARTIE II: QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES**

**PARTIE III: Plan de travail conjoint chiffré de la FAO et de l'OMS pour les activités de la JMPR en 2026-2028: besoins et déficits de financement**

**PARTIE II: QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES**

1. Les prévisions de dépenses exposées ici ont été calculées en tenant compte des demandes d'avis scientifiques formulées par plusieurs organes subsidiaires du Codex. Cette section récapitule les coûts des avis scientifiques fournis par la FAO et l'OMS au Codex en 2024-2025, sur la base des dépenses inscrites au budget. Les informations définitives sur les dépenses pour 2026-2027 seront publiées début 2028.

**Budget de l'OMS**

2. À l'OMS, la plupart des crédits alloués aux activités et aux dépenses de personnel liées à la fourniture d'avis scientifiques sur la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition proviennent des contributions à objet désigné versées par des États membres et d'autres donateurs. Une partie des dépenses de personnel est couverte par les contributions volontaires ordinaires sans objet désigné. Au sein du Département de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments de l'OMS, l'Unité des normes et des avis scientifiques fournit au Codex des avis scientifiques sur la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition.
3. Pour l'exercice biennal 2024-2025, les dépenses (activités et personnel) ayant trait à la fourniture d'avis scientifiques sur la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition se sont élevées à 6,5 millions d'USD. Outre les contributions volontaires, les activités du programme de l'OMS relatif à la fourniture d'avis scientifiques dépendent principalement de ressources extrabudgétaires. Au cours de l'exercice biennal 2024-2025, les dépenses ont été couvertes grâce à des subventions de la Fondation Bill et Melinda Gates, de l'Union européenne, du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture de l'Allemagne, du Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale du Japon, du Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches du Japon, de l'Université technologique de Nanyang (Singapour), de l'Agence de la santé publique du Canada, de l'organisation Resolve to Save Lives, du Département de l'agriculture des États-Unis et de l'Agence des produits alimentaires et médicamenteux des États-Unis.
4. En 2025, les contributions des donateurs aux activités de fourniture d'avis scientifiques ont considérablement diminué. Cette baisse est due en partie à la décision des États-Unis d'Amérique de se retirer de l'OMS et en partie au fait que d'autres donateurs n'ont pas renouvelé leurs engagements. La baisse des contributions a eu des incidences sur plusieurs réunions prévues en 2025, qui ont dû être reportées ou raccourcies. Il est toujours aussi crucial que l'OMS et la FAO collaborent pour limiter l'impact négatif sur le programme de fourniture d'avis scientifiques.
5. Pour l'exercice biennal 2026-2027, le coût total des activités et du personnel en ce qui concerne la fourniture d'avis scientifiques est de 4,3 millions d'USD. Les dépenses de personnel liées à la fourniture d'avis scientifiques s'élèvent à 3,5 millions d'USD, financements flexibles (25 pour cent) et contributions volontaires (75 pour cent) compris. En ce qui concerne les activités, le budget disponible pour les activités de fourniture d'avis scientifiques de l'OMS est de 0,8 million d'USD. Toutefois, à l'OMS, il manque encore 0,6 million d'USD pour couvrir les activités de fourniture d'avis scientifiques pendant cet exercice biennal, en particulier pour les activités de la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR). Les donateurs qui contribuent aux activités de fourniture d'avis scientifiques au titre de l'exercice biennal 2026-2027 sont

Agriculture et Agroalimentaire Canada, l'Union européenne, le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale du Japon, le Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches du Japon, l'Université technologique de Nanyang (Singapour), l'Agence de la santé publique du Canada et l'organisation Resolve to Save Lives.

### **Budget de la FAO**

6. À la FAO, les fonds alloués aux dépenses (activités et personnel) ayant trait à la fourniture d'avis scientifiques au Codex proviennent du budget ordinaire (Programme de travail et budget) et de ressources extrabudgétaires. Plusieurs unités de la FAO contribuent à la fourniture d'avis scientifiques au Codex dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, notamment la Division des systèmes agroalimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments, la Division de la production végétale et de la protection des plantes et la Division des pêches et de l'aquaculture. Les avis scientifiques en matière de nutrition sont fournis, sur demande, par la Division de l'alimentation et de la nutrition.
7. Pour l'exercice biennal 2024-2025, les dépenses (activités et personnel) liées à la fourniture d'avis scientifiques au Codex se sont élevées à 5,7 millions d'USD pour ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments et à 0,35 million d'USD pour ce qui concerne la nutrition.
8. Pour l'exercice biennal 2024-2025, 100 pour cent des dépenses de personnel et 70 pour cent des coûts des activités réellement mises en œuvre, soit 4,9 millions d'USD, ont été financés par le budget du Programme ordinaire de la FAO, y compris l'augmentation de 1 million d'USD prévue dans le Programme de travail et budget 2020-2021 (CL 163/3, par. 30, et CL 164/3, par. 59) pour les activités de fourniture d'avis scientifiques et d'établissement de normes, ce qui correspond à l'utilisation intégrale des ressources prévues à cette fin au titre du Programme ordinaire en 2024-2025<sup>1</sup>.
9. Compte tenu de la recommandation formulée par le Conseil de la FAO, à sa 179<sup>e</sup> session<sup>2</sup>, un montant supplémentaire de 0,33 million d'USD, qui sera utilisé conformément aux conclusions formulées par la Commission du Codex Alimentarius, à sa 48<sup>ème</sup> session<sup>3</sup>, a été équitablement réparti entre les organes scientifiques FAO/OMS relevant du Codex Alimentarius afin d'accroître la production du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA), des Réunions conjointes d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques microbiologiques (JEMRA), de la JMPR et des Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU). Ainsi, pour l'exercice biennal 2026-2027, le budget des dépenses (activités et personnel) ayant trait à la fourniture d'avis scientifiques au Codex s'élève à 5,4 millions d'USD, dont 5,1 millions d'USD pour la sécurité sanitaire des aliments (dépenses de personnel: 2 194 000 USD et dépenses afférentes aux activités: 2 892 000 USD) et 0,35 million d'USD pour la nutrition (dépenses de personnel: 268 000 USD et dépenses afférentes aux activités: 82 000 USD). Pour l'exercice biennal 2026-2027, près de 90 pour cent du budget, soit 4,9 millions d'USD, provient du budget du Programme ordinaire de la FAO. Les 10 pour cent restants sont financés par des contributions extrabudgétaires versées par l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Irlande. D'autres ressources extrabudgétaires devraient être versées pendant l'exercice biennal actuel.
10. Le fait que les principales réunions et consultations liées à la fourniture d'avis scientifiques qui contribuent aux travaux d'établissement de normes du Codex (notamment le JECFA, les JEMRA, la JMPR et les JEMNU) soient considérées comme des activités techniques de l'Organisation dans le Programme de travail et budget de la FAO a permis de garantir une forme de sécurité budgétaire pour les dépenses hors personnel pendant le présent exercice biennal, ce qui est salué avec reconnaissance.
11. Malgré la diminution des ressources extrabudgétaires, la FAO reste déterminée à rechercher et à employer des moyens qui permettront de faire en sorte que le travail conjoint continue de répondre aux besoins et aux demandes de ses membres.

### **Conclusion**

12. Comme expliqué plus haut, la fourniture d'avis scientifiques est financée différemment à l'OMS (financement fortement tributaire des contributions extrabudgétaires) et à la FAO (financement principalement couvert par les contributions ordinaires).
13. Globalement, la contribution de la FAO et de l'OMS à la fourniture d'avis scientifiques représente approximativement 9,7 millions d'USD pour l'exercice biennal 2026-2027. Pour que le programme mixte de fourniture d'avis scientifiques continue à fonctionner au rythme actuel, il sera essentiel que ce niveau de financement stable et prévisible soit maintenu pour les deux organisations.

---

<sup>1</sup> [CAC/47 INF/2, paragraphe 38.](#)

<sup>2</sup> [CL 179/REP, paragraphe 9, alinéa g.](#)

<sup>3</sup> [REP25/CAC, paragraphe 161.](#)

## **PARTIE III: PLAN DE TRAVAIL CONJOINT CHIFFRÉ DE LA FAO ET DE L'OMS POUR LES ACTIVITÉS DE LA JMPR EN 2026-2028: BESOINS ET DÉFICITS DE FINANCEMENT**

### **1. Contexte**

1. La Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) est un organe ad hoc d'experts administré conjointement par la FAO et L'OMS dont le travail consiste à harmoniser les exigences et les évaluations des risques en ce qui concerne les résidus de pesticides. La JMPR se réunit chaque année depuis 1963 pour effectuer des évaluations scientifiques des résidus de pesticides dans les aliments, faire le point sur les résidus de pesticides et les aspects analytiques, estimer des limites maximales de résidus (LMR), examiner les données toxicologiques et établir des valeurs indicatives à visée sanitaire, notamment des doses journalières admissibles (DJA) et des doses de référence aiguës (DRfA) pour les résidus de pesticides en cours d'examen.
2. La JMPR est composée d'experts reconnus venant de différentes régions du monde, qui exercent leurs fonctions à titre purement personnel, indépendamment de leurs gouvernements ou institutions. Les produits de la JMPR constituent la base essentielle des LMR établies par le Codex pour les produits alimentaires et agricoles faisant l'objet d'échanges internationaux et, dans le même temps, permettent de mettre à disposition des rapports et des monographies dont bénéficient les pouvoirs publics des pays membres et des régions.
3. La FAO et l'OMS accordent une grande importance aux avis scientifiques communiqués au Codex. À la FAO, la JMPR est financée au titre du budget du Programme ordinaire afin de garantir son indépendance, son intégrité et sa continuité. À l'OMS, les avis scientifiques sont entièrement tributaires de contributions volontaires, or la réduction des contributions de certains donateurs a eu des incidences considérables sur le budget consacré à ces activités. L'OMS coopère étroitement avec la FAO et partage autant que possible les ressources financières et humaines, mais le maintien de cette fonction à l'OMS est essentiel pour garantir la pérennité, la continuité, la qualité et la pertinence au niveau mondial des travaux scientifiques de la JMPR.
4. Le présent document contient un plan de travail chiffré qui indique les contributions respectives de la FAO et de l'OMS à la JMPR et aux activités connexes pour la période 2026-2028 et décrit les principaux éléments de coût, la situation actuelle matière de financement et le déficit de financement restant afin d'accroître la transparence et de faciliter la discussion entre les États membres.

### **2. Présentation générale du plan de travail**

5. Les travaux sur la période 2026-2028 sont organisés selon une séquence pluriannuelle d'activités liées entre elles, qui comprend des appels à données, les grandes étapes annuelles de la JMPR, les dates prévues pour les publications et les réunions du Codex ayant trait à ces travaux. Parallèlement à ces activités, plusieurs fonctions d'appui sont essentielles pour garantir la viabilité du programme. Des réunions ad hoc et des consultations d'experts peuvent être organisées si nécessaire pour remédier à des difficultés qui se présentent sur le plan scientifique, résoudre des questions méthodologiques et garantir la cohérence des pratiques d'évaluation. En outre, les documents d'orientation, qui portent sur l'évaluation toxicologique, l'évaluation des résidus et l'évaluation des risques alimentaires, sont régulièrement examinés et mis à jour. Enfin, les secrétariats sont chargés de recruter de nouveaux experts et d'organiser des ateliers de formation à l'intention des nouveaux évaluateurs et auteurs de monographies après chaque appel à experts et mise à jour de la liste des experts qui en découle.
6. Le plan de travail actuel indique toutes les activités prévues, ainsi que les lieux de réunion provisoires (par exemple, la session 2026 de JMPR devrait avoir lieu à Rome, celle de 2027 à Genève), et comprend l'appui que prêtent l'OMS et la FAO pour ce qui concerne les activités ayant trait à la JMPR (JMPR, réunions ad hoc et ateliers), les rapports de synthèse, les rapports et les monographies, les voyages du secrétariat de la JMPR dans le cadre du Comité sur les résidus de pesticides (CCPR) et l'appui du secrétariat de la JMPR (personnel et consultants).

### **3. Calendrier et résumé des coûts estimés**

7. La figure ci-dessous indique le calendrier des travaux du secrétariat de la JMPR de 2026 à 2028. Pour les années suivantes, le calendrier de la JMPR devrait être similaire.

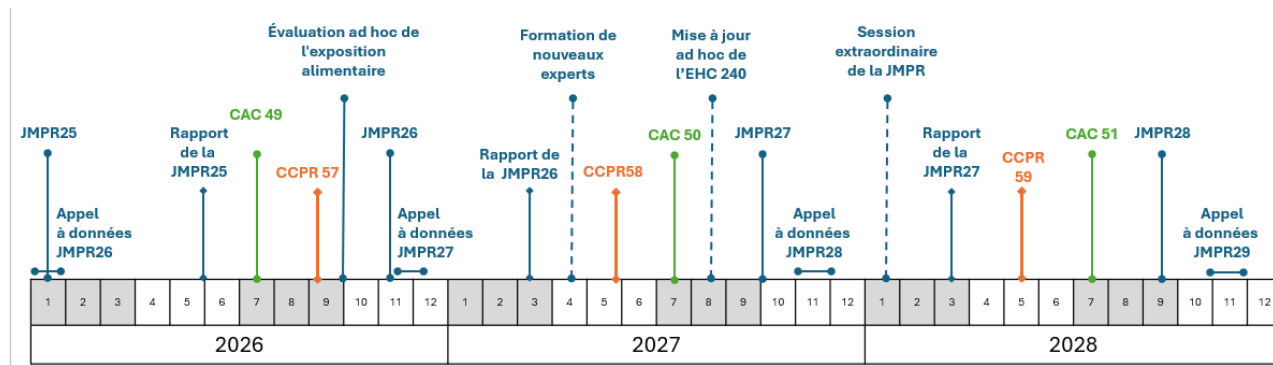


Figure 1: Calendrier du flux des travaux de la JMPR pour les cycles 2026, 2027 et 2028 (les activités indiquées avec des lignes pointillées ne sont pas encore confirmées)

L'estimation des coûts des activités susmentionnées et les déficits de financement correspondants sont présentés au tableau 1.

Tableau 1.

Année	Activités	Coût pour (USD)	estimé l'OMS	Déficit de financement pour l'OMS (USD)	Coût estimé pour la FAO (USD)	Déficit de financement pour la FAO (USD)
2026	JMPR 2026	147 551,77	-	237 500,00	-	
	57 <sup>e</sup> session du CCPR (2026)	16 000,00	-	8 000,00	-	
	Secrétariat de la JMPR	147 527,50	59 600,00	160 000,00	-	
	Réunion ad hoc sur l'évaluation de l'exposition alimentaire	-	-	76 000,00	-	
Total 2026		311 079,27	59 600,00	481 500,00	0,00	
2027	JMPR 2027	234 891,00	228 891,00	259 000,00	-	
	58 <sup>e</sup> session du CCPR (2027)	18 000,00	18 000,00	8 000,00	-	
	Secrétariat de la JMPR	150 000,00	150 000,00	160 000,00	-	
	Réunion ad hoc visant à mettre à jour l'EHC 240 / les nouvelles méthodes d'évaluation (dans le cadre de la JMPR et du JECFA)	68 800,00	-	-	-	
	Formation en présentiel des nouveaux experts de la JMPR	65 000,00	65 000,00	-	-	
Total 2027		536 691,00	461 891,00	427 000,00	0,00	
2028	JMPR 2028	262 600,00	262 600,00	294 000,00	-	
	Réunion extraordinaire de la JMPR en 2028	-	-	300 000,00	300 000,00	
	59 <sup>e</sup> session du CCPR (2028)	20 000,00	20 000,00	8 000,00	-	
	Secrétariat de la JMPR	153 000,00	153 000,00	160 000,00	-	
Total 2028		435 600,00	435 600,00	762 000,00	300 000,00	
TOTAL (2026-2028)		1 283 370,27	957 091,00	1 670 500,00	300 000,00	

**Situation actuelle en matière de financement**

8. Certains éléments du plan sont déjà financés, mais plusieurs composantes ne le sont pas ou ne le sont que partiellement. Les déficits de financement les plus importants sont à mettre au compte de l'OMS, notamment en ce qui concerne le personnel et les consultants affectés au secrétariat de la JMPR (362 600 USD) en 2026-2028 et les activités prévues en 2027 (461 891 USD) et en 2028 (435 600 USD). La JMPR est l'activité la moins financée dans le domaine des avis scientifiques au sein de l'OMS. Pour la FAO, le seul déficit concerne une réunion extraordinaire de la JMPR que la FAO financera entièrement (300 000 USD) et qui servira à combler les retards pris. Aucun autre déficit n'est prévu.

**Conclusion**

9. Le plan de travail chiffré présente une séquence structurée d'activités qui correspondent aux grandes étapes annuelles de la JMPR et aux réunions du Codex ayant trait à ces activités pendant la période 2026-2028, ainsi que les ressources dont a besoin l'OMS pour cette même période. Le coût total estimé pour l'OMS est de 1 283 370,27 USD, dont 957 091,00 USD qui restent à financer pour la période 2026-2028. Le coût total estimé pour la FAO est de 1 670 500 USD, dont 300 000 USD qui restent à financer.
10. Les membres sont invités à prendre note du plan de travail conjoint chiffré de la FAO et de l'OMS, à se pencher sur la situation actuelle en matière de financement et à combler le déficit de financement restant au moyen de contributions volontaires et de la mobilisation de ressources, afin de garantir la continuité des activités de la JMPR pendant la période 2026-2028.